

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi matin, 12 septembre 2017

Direction de la police et des affaires militaires

**46 2017.RRGR.183 Motion 067-2017 Schwarz (Adelboden, UDF)
Renforcer le tourisme en exonérant les dameuses de l'impôt sur la circulation routière**

N° de l'intervention: 067-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.03.2017
Déposée par: Schwarz (Adelboden, UDF) (porte-parole)
Amstutz (Schwanden-Sigriswil, UDC)
Flück (Brienz, PLR)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 500/2017 du 24 mai 2017
Direction: Direction de la police et des affaires militaires

Renforcer le tourisme en exonérant les dameuses de l'impôt sur la circulation routière

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier la loi sur l'imposition des véhicules routiers (LIV) pour exonérer les dameuses de l'impôt cantonal sur la circulation routière.

Développement:

Selon l'article 2 LIV, le produit net des taxes sur la circulation routière sert à construire, à aménager et à transformer des installations routières, à entretenir et à exploiter des installations routières, à assurer la sécurité routière, à prendre, en rapport avec les installations routières, les mesures nécessaires à la protection de l'environnement, du paysage et des sites ainsi qu'à promouvoir un trafic respectueux de l'environnement.

En prévoyant une affectation, le législateur signifie que ces coûts doivent en partie être financés par un impôt, selon le principe du bénéficiaire payeur. Toutefois, les dameuses ne sont pas utilisées sur les routes, mais pour préparer les pistes de ski. Le réseau routier n'étant pas utilisé, le prélèvement d'un impôt sur la circulation routière n'est pas justifié.

L'article 4, alinéa 1 LIV fixe l'objet de l'impôt comme suit: «Sont soumis aux taxes sur la circulation routière les véhicules routiers stationnés dans le canton de Berne qui, en vertu de la législation fédérale, doivent être munis d'un permis de circulation et qui circulent sur les voies publiques». Etant donné que les dameuses ne circulent pas sur les routes publiques, la conformité au droit de l'imposition actuelle est pour le moins contestable en vertu de cette seule disposition.

Les clarifications menées auprès de l'Office de la circulation routière et de la navigation ont montré que le produit annuel potentiel des taxes sur les dameuses s'élève à environ 35 000 francs (sans tenir compte des retraits saisonniers ou temporaires de la circulation). Le produit effectif devrait être inférieur à ce montant.

Nos grands domaines skiables sont confrontés à une rude concurrence de la part de l'étranger et des autres cantons alors que les petits domaines doivent compter chaque sou et sont parfois obligés d'avoir recours à des bénévoles. Exonérer les dameuses de l'impôt sur la circulation routière n'entraînerait pas de pertes fiscales importantes pour le canton, mais permettrait d'alléger sensiblement la charge financière des exploitants de remontées mécaniques et de pistes de ski.

Les cantons des Grisons et de Saint-Gall ont déjà pris des décisions allant dans ce sens afin de renforcer leurs sites touristiques.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion demande que les dameuses soient exonérées de l'impôt cantonal sur la circulation routière. Elle vise ainsi à alléger la charge financière des exploitants de pistes de ski et, partant, à renforcer indirectement la position touristique du canton de Berne.

Aujourd'hui, 233 véhicules à moteur sont immatriculés dans le canton de Berne avec la forme de carrosserie »dameuse«. Ils sont presque tous considérés comme des chariots de travail, sur lesquels un huitième de la taxe normale est perçu (art. 8, al. 4, lit. *b* de la loi du 12 mars 1998 sur l'imposition des véhicules routiers, LIV; RSB 761.611). Au total, ils peuvent générer une recette fiscale de 35 000 francs par année.

Des motoneiges ou des quadricycles peuvent remplacer les dameuses pour préparer les pistes de ski de fond aux dimensions modestes. Il est donc impossible d'identifier précisément tous les véhicules utilisés sur les pistes. L'Office de la circulation routière et de la navigation estime qu'environ un tiers des véhicules à chenilles disposant actuellement d'une autorisation spéciale sont concernés (50 véhicules).

Contrairement à l'avis exprimé dans la motion, les dameuses circulent bien sur des voies de communication publiques. Les routes et voies de communication publiques sont définies à l'article 1, alinéas 1 et 2 de l'ordonnance du 13 novembre 1962 sur les règles de la circulation routière (OCR; RS 741.11): sont des routes les voies de communication utilisées par des véhicules automobiles, des véhicules sans moteur ou des piétons; sont publiques les routes qui ne servent pas exclusivement à l'usage privé.

Les pistes de ski, destinées à la pratique du sport de loisir, sont ouvertes à un grand nombre de personnes indéterminées. Par ailleurs, les dameuses sont souvent utilisées de manière polyvalente dans le cadre de l'exploitation de remontées mécaniques et d'établissements de restauration. Dès lors, il paraît tout à fait justifié, dans l'optique du législateur, que ces véhicules soient entièrement soumis – ne serait-ce que de manière saisonnière – aux prescriptions réglant l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière et, par conséquent, à la législation fédérale sur la circulation routière. Ces prescriptions concernent notamment l'obligation de s'assurer, le permis de circulation, l'expertise des véhicules, les catégories de permis de conduire ainsi que les sanctions pénales et les mesures administratives en cas d'infraction à la loi.

À l'heure actuelle, seuls quelques rares sujets fiscaux sont exonérés des taxes sur la circulation routière (art. 3, al. 2 LIV). S'agissant des catégories de véhicules, outre les cycles et les véhicules qui leur sont assimilés (art. 4, al. 2 LIV), seuls les monoaxes agricoles sont expressément exonérés (art. 8, al. 5 LIV). Comme indiqué en introduction, les dameuses sont considérées comme des chariots de travail et sont, à ce titre, frappées seulement d'un huitième de la taxe normale. L'imposition est donc identique à celle des véhicules agricoles à moteur.

L'article 2 LIV, cité dans la motion, ne dit rien des conditions d'imposition des véhicules à moteur, mais se borne à définir l'objectif en précisant l'utilisation du produit net des taxes. Étant donné que les dameuses empruntent des voies de communication publiques, comme exposé ci-dessus, la perception d'une taxe sur la circulation routière se justifie aux yeux du Conseil-exécutif.

Cela étant, on ne peut guère démontrer qu'une exonération représenterait un allègement significatif pour les exploitants de remontées mécaniques et de pistes de ski. La révision demandée de la LIV ne permettrait pas de renforcer durablement les sites touristiques du canton de Berne. De plus, elle ne résoudrait pas les problèmes structurels de certaines remontées mécaniques.

Le Conseil-exécutif rejette la demande de la motion. Vu l'inefficacité de la mesure proposée, il n'est pas indiqué de renoncer à cette recette fiscale, même si le montant est faible. Cela ouvrirait sans doute la voie à d'autres demandes similaires.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Wir sind nun bei Traktandum 46, der Motion von Grossrat Schwarz. Der Regierungsrat hat sie ablehnend beantwortet. Wir führen eine freie Debatte und das Wort hat der Motionär.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Mit dieser Motion wollen wir erreichen, dass Pisten- und Loipenfahrzeuge von der kantonalen Strassenverkehrssteuer befreit werden. Warum wollen wir das? Einfach zusammengefasst ist Sinn und Zweck der kantonalen Strassenverkehrssteuer, dass die Nutzer von öffentlichen Strassen, und damit auch die Kostenverursacher, eine Abgabe entrichten

und diese Abgabe dann auch wieder zweckgebunden für die Kosten von Strassenverkehrsanlagen verwendet wird. Anfallende Kosten sollen also nach dem Nutzniesser-Prinzip mitgetragen werden. Artikel 4 des Gesetzes über die Besteuerung der Strassenfahrzeuge (BSFG) besagt: «Die Steuer ist für Strassenfahrzeuge zu entrichten, die ihren Standort im Kanton Bern haben, nach Bundesrecht mit einem Fahrzeugausweis versehen sein müssen und auf öffentlichen Strassen in Verkehr gesetzt werden.» Hier müssen also kumulative Bedingungen erfüllt sein. Nebst dem Standort Kanton Bern und der Fahrzeugausweispflicht des Bundes, welche wir übrigens nicht bestreiten, muss es sich erstens um Strassenfahrzeuge handeln und zweitens müssen sie auf öffentlichen Strassen in Verkehr gesetzt werden.

Nun sind aber Pisten- und Loipenfahrzeuge keine Strassenfahrzeuge. Sie sind mit scharfen Raupen ausgerüstet, die dafür gemacht sind, sich auf Schnee vorwärts zu bewegen. Auf einer Strasse eingesetzt, würde sowohl das Fahrzeug wie auch die Strasse Schaden nehmen. Dementsprechend sind diese Fahrzeuge auch nicht auf öffentlichen Strassen im Einsatz. Der bekannte Werbe-Slogan «Ich brauche keine Strassen», würde hier wirklich zutreffen.

Weil wahrscheinlich die meisten von Ihnen noch nie ein Pistenfahrzeug aus der Nähe betrachtet haben, zeige ich Ihnen nun einen Teil einer solchen Raupe. (*L'orateur montre aux membres du Grand Conseil une pièce de métal longue et massive.*) Das stammt vom kleinsten Pistenfahrzeug, das es gibt. Ein Raupenstück von einem normalen Pistenfahrzeug könnte ich nicht mit einer Hand hochhalten. Dieser Teil bewegt sich beim Fahren, und man sieht ihm an, dass es nicht dafür gemacht ist, um sich auf Strassen zu bewegen. Wenn man behauptet, Pisten- und Loipenfahrzeuge würden auf der Strasse fahren, könnte man ebenso gut behaupten, Pisten- und Loipenfahrzeuge könnten schwimmen, denn im Oberengadin werden Loipen auf dem See präpariert. Somit ist nicht der Untergrund massgebend, sondern das Material, auf dem sie sich bewegen. Sonst müssten sie im Engadin noch eine Schifffahrtsbewilligung beantragen. Pistenfahrzeuge brauchen Schnee.

Die Befreiung der Pisten- und Loipenfahrzeuge von der Strassenverkehrssteuer soll nicht primär dazu dienen, die Betreiberinnen und Betreiber von Skipisten und Loipen finanziell zu entlasten, wie der Regierungsrat interpretiert. Vielmehr soll das vor allem eine ungerechtfertigte Steuer eliminieren. In seiner Antwort bezieht sich der Regierungsrat seltsamerweise auf die eidgenössische Verkehrsregelverordnung, welche umschreibt, dass auf öffentlichen Flächen die Pflicht für Versicherungen, Motorfahrzeugprüfungen, Führerausweispflicht und so weiter bestehe. Das bestreiten wir in keiner Art und Weise. Doch hier geht es um eine kantonale Steuer und da schreibt der Bund den Kantonen gar nichts vor, und in unserem Gesetz wird keinerlei Bezug auf diese Verordnung genommen. Wenn es bundesrechtswidrig wäre, hätten die Kantone St. Gallen und Graubünden diese Steuerbefreiung auch nicht vornehmen können.

Der Regierungsrat bemängelt zudem in seiner Antwort die fehlende Wirkung der Massnahme und meint, strukturelle Probleme einzelner Bergbahnen könnten damit nicht beseitigt werden. Er erkennt damit die äusserst schwierige Situation, in welcher sich die ganze Branche befindet. Man muss wohl sagen, dass alle Skigebiete, Lift- und Loipenbetreiber aufgrund des Wettbewerbs sowie der Wirtschafts- und Klima-Situation um jeden einzelnen Franken kämpfen. Davon gibt es nur eine einzige Ausnahme, nämlich die Jungfraubahnen. Kleinere Anlagen und Loipen vom Berner Oberland bis in den Berner Jura können teilweise nur noch mit Freiwilligenarbeit aufrechterhalten werden. Natürlich ist der Betrag von rund 35 000 Franken, um den es hier geht, nicht der grosse Befreiungsschlag für die Branche. Aber hier geht es darum, von einer notleidenden Branche nicht auch noch eine ungerechtfertigte Steuer zu verlangen. Es geht also nicht um eine Ausnahme, sondern um die Korrektur einer ungerechtfertigten Steuer zulasten einer finanziell angeschlagenen Branche. Mit derselben Argumentation hat auch das Bundesparlament die Pistenfahrzeuge von der Mineralölsteuer befreit, und zwar gegen den Willen des Bundesrats. Ich bitte sie, dieser Motion zuzustimmen.

La présidente. Im Frühling hat man allerdings manchmal schon den Eindruck, dass es sich um Schiffe handelt, wenn der Schnee sehr sulzig wird. (*Hilarité*) Wir kommen zu den Fraktionssprechern.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Wir haben uns in der Fraktion mit diesem Vorstoss etwas schwer getan und ihn sogar in zwei Sitzungen diskutieren müssen, weil wir uns nicht einig waren, in welche Richtung wir gehen wollen. Die einen haben Verständnis für dieses Anliegen und möchten hier ein Zeichen zugunsten des Tourismus setzen. Wir haben aber auch eine knappe Mehrheit, die sagt, wir müssen aufpassen, an welchen Orten wir Ausnahmen konstruieren und wo

wir in unserem Parlament Ausnahmen von der Steuerpflicht verlangen. Diese knappe Mehrheit lehnt den Vorstoss ab.

Einerseits rettet die Überweisung dieses Vorstosses den Tourismus nicht. Grossrat Schwarz hat richtig gesagt, es gehe nicht um wahnsinnig viel Geld. Andererseits ist es unseres Erachtens eine Rechtsfrage, ob solche Fahrzeuge der Steuer unterliegen oder nicht. Und Rechtsfragen sind nicht vom Parlament, sondern letztlich von einer Rechtsmittelbehörde zu beantworten. Die Mehrheit unserer Fraktion kann auch nicht zwingend ausschliessen, dass Pisten- oder insbesondere auch Loipenfahrzeuge nicht irgendwann während ihrem Dienst öffentliche Verkehrsflächen benutzen. Das ist trotz bester Bezeugungen von Grossrat Schwarz nicht per se auszuschliessen. Deshalb lehnen wir diesen Vorstoss ab.

Es gibt noch einen weiteren Punkt, nämlich die Frage der Transparenz, die hier im Grossen Rat regelmässig von allen Fraktionen verlangt wird. Würde man der Argumentation von Grossrat Schwarz folgen und diesen Vorstoss überweisen, wären die Pisten- und Loipenfahrzeuge zugunsten des Tourismus von dieser Steuer befreit. Damit würden wir eine Tourismusförderung zusätzlich zu derjenigen machen, die es bereits gibt, ohne dass diese irgendwo in einer Aufstellung erscheint. Das gäbe also eine versteckte Tourismusförderung. Wenn wir aber Transparenz wollen, dann dürfen wir das nicht machen, sondern müssen den Tourismus über andere Wege unterstützen, und nicht durch den Erlass einer Steuer, die vielleicht trotzdem geschuldet ist. Und damit bin ich noch einmal bei einer Rechtsfrage. Ich bitte Sie im Namen einer Mehrheit unserer Fraktion, diesen Vorstoss abzulehnen.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). 1999 hat der Skilift Walterswil ein Pistenfahrzeug erwerben können. Ich glaube, dieses Occasionsfahrzeug kam von Adelboden. Es wurde mit einem Lastwagen angeliefert, ich erinnere mich noch gut daran. Die Kufen waren wenig grösser als diejenige, die Grossrat Schwarz gezeigt hat. Dieses Pistenfahrzeug ist tatsächlich auf der Hauptstrasse in unser kleines Skigebiet gefahren. Als es zusammenbaut war, benötigte es die ganze Strassenbreite.

Auch bei diesem Vorstoss geht es darum, ein Zeichen für den Tourismus zu setzen, der uns allen sehr am Herzen liegt, auch unserer Fraktion. Damit sind Arbeitsplätze verbunden, die Menschen ein Einkommen erlauben und zu denen wir schauen wollen. Andererseits kann ich mich auch den Ausführungen meines Vorredners anschliessen. Es gibt eben auch ordnungspolitische Aspekte, die wir bei solchen Vorstössen berücksichtigen müssen. Persönlich bin ich immer offen für solche Vorstösse. So hatten wir auch in der letzten Session etwas Ähnliches aus unseren Reihen, als es um Loipenfahrzeuge und um eine Unterstützung aus dem Fonds ging. Aber die ordnungspolitischen Gründe wiegen hier natürlich auch und wir müssen aufpassen, dass wir nicht zu viele solcher Ausnahmen machen.

Der Regierungsrat zeigt auf, dass die Voraussetzungen zur Besteuerung von Motorfahrzeugen nicht vorgeben sind, wie uns das der Motionär glauben macht, sondern die Voraussetzungen werden nur bei der Verwendung des Reinertrags dieser Steuern genannt. Zudem muss man beachten, dass auch diese 233 Fahrzeuge geprüft werden müssen. Das ergibt einen administrativen Aufwand, den man indirekt mit dieser, im Kanton Bern doch eher tiefen, Steuer decken können muss. Und letztlich muss der Diesel antransportiert werden. Auch diese Fahrzeuge brauchen sehr viel Treibstoff, wenn es auch wegen der Technologie immer weniger wird. Das waren nur einige Überlegungen, aber die ordnungspolitischen Gründe dürfen wir hier nicht ausser Acht lassen: Dass wir nämlich nicht zu viele Ausnahmen machen sollten.

Mit den touristischen Argumenten hat Grossrat Schwarz unsere Fraktion natürlich auch erwischt. Diese gibt es, und einige Mitglieder unserer Fraktion haben sie anerkannt. Aber wenn man hier von einem harten Wettbewerb spricht, und man dann mit einer Massnahme von 35 000 Franken kommt, dann reicht das nicht weit. Da müssen wir für den Tourismus andere Dinge unternehmen, und auch das wurde bereits angetönt. Wir unternehmen schon heute sehr viel für den Tourismus. Und wenn wir hier nein sagen, dann ist das kein Zeichen gegen den Tourismus im Kanton Bern. Wir wollen einen guten Tourismus, aber wegen dieser 35 000 Franken eine Ausnahme zu machen, erachten wir nicht als tragendes Zeichen für den Tourismus. Wir sind bereit, etwas zu tun, wie wir das auch beim Tourismusentwicklungsgesetz getan haben, als wir ganz klare Förderungen gemacht haben und wir diese nicht indirekt machen mussten. Transparenz wurde hier bereits angesprochen.

Das eidgenössische Parlament hat auch die Mineralölsteuerbefreiung beschlossen. Diese schränkt den Tourismus und die Bergbahnbetreiber etwas stärker ein. Aber vielleicht ist es auch Mode geworden, solche Ausnahmen zu fordern, weil es allen irgendwie plausibel scheint, wenn man sagt, Pistenfahrzeuge würden ja nicht auf der Strasse fahren und deshalb müsse man sie befreien.

Kurz: Auch in unserer Fraktion gibt es zwei Lager. Die Mehrheit ist dagegen. Deshalb empfehle ich Ihnen im Namen der Fraktion, dasselbe zu tun, so nett die Motion auch ist. Es ist ein zu kleines Zeichen, bei dem es sich nicht lohnt, einen Sündenfall zu begehen.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Die Motion Schwarz will die Pisten- und Loipenfahrzeuge von der Strassenverkehrssteuer befreien. Sie ist berechtigt. Pisten- und Loipenfahrzeuge machen keine Strassen kaputt, denn sie haben Planierraupen, um Skipisten zu präparieren und werden nicht für die Schneeräumung auf den Strassen eingesetzt. Es sind Raupenfahrzeuge, und für Raupenbagger bezahlen wir auch keine Steuer. Wir erwarten hierbei Gleichbehandlung. Diese Fahrzeugkategorie soll nicht mehr mit einer Verkehrssteuer belastet werden. Es ist Zeit, die Strassenverkehrssteuer zu streichen. Die EDU-Fraktion stimmt dieser Motion einstimmig zu, und ich danke Ihnen, wenn Sie dasselbe tun.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). Ohne diesen Vorstoss irgendwie werten zu wollen, haben wir in der Fraktion das Gefühl, das Wichtigste an diesem Vorstoss sei das Gewicht der Pistenfahrzeuge und weniger der Frankenbetrag von 35 000, um den es hier geht. Doch diese Motion hat trotzdem Kopf und Bauch angesprochen, allerdings in unterschiedliche Richtungen. Für die einen klingt dieser Vorstoss absolut sympathisch und nachvollziehbar. Vereinfacht kann man nämlich sagen, Pisten- und Loipenfahrzeuge verkehren auf Pisten und nicht auf Strassen. Die Mittel der Strassenverkehrssteuer gehören zur Strasse und Pisten- und Loipen sind keine Strassen. Also ist eigentlich alles klar.

Aber auch die Argumentation der Regierung bezüglich der öffentlichen Strassen und bezüglich der Verkehrsflächen ist nachvollziehbar, auch juristisch. Ich will nun nicht auch noch die einzelnen Begründungen aus der Regierungsantwort auflisten. Das hat Grossrat Leuenberger bereits ausführlich getan, und sie sind logisch. Aber trotzdem ist in unserer Fraktion der Bauch im Spiel, und wir haben vehemente Vertreter dieser Motion, die vielleicht auch etwas abseits vom juristisch-technischen Standpunkt argumentieren. Eine grosse Mehrheit will diesen Vorstoss unterstützen, auch wenn das juristisch oder finanztechnisch nicht ganz gerechtfertigt ist. Man will dies als Symbol zugunsten der Berggebiete und der Tourismusregionen machen, auch wenn die Minderbelastung aus rein finanzieller Sicht wirklich gering ist.

Es gibt noch einen Punkt, der uns zu dieser Meinung geführt hat. Das ist der Vergleich mit den rein landwirtschaftlichen Fahrzeugen. Im Gegensatz zu den Pisten- und Loipenfahrzeugen benutzen diese in der Regel tatsächlich auch öffentliche Strassen. Wir möchten diesen Missstand korrigieren und bitten Sie, den Vorstoss als Motion zu überweisen, wie wir das tun.

Daniel Klauser, Berne (Les Verts). Trotz Klimaerwärmung hat sich das Problem der gelegentlichen Erkältungen noch nicht gelöst, und ich bitte Sie, meine lädierte Stimme zu entschuldigen. Die Klimaerwärmung ist aber das eigentliche Problem, das dem Wintersport zusetzt, und das lässt sich nicht mit einer «Pflästerlipolitik» lösen, die im Jahr 150 Franken pro Pistenfahrzeug einspart. Die Grünen haben nichts gegen Pistenfahrzeuge. Wir haben in der letzten Session einen Vorstoss unterstützt, der gemeinnützigen Organisationen helfen soll, Gelder aus dem Lotteriefonds für Pistenfahrzeuge und für die Loipenpräparierung zu nutzen.

Die Wirkung der Massnahme, welche diese Motion fordert, ist aber wirklich nur symbolisch und führt zu einer weiteren Ausnahme im Steuerrecht. Und das Steuerrecht ist nun wirklich nicht der Ort, wo es zu wenige Ausnahmen gibt. Aus Sicht der Grünen sollten wir nicht die Symptome bekämpfen, sondern die Ursachen, sprich den Klimawandel, und den Tourismus dementsprechend neu ausrichten. In diesem Zusammenhang haben die Grünen zwei Vorstösse eingereicht; einen zum Thema nachhaltiger Tourismus im Zeichen des Klimawandels und einen zum Thema Klimafolgen-Abschätzung im Kanton Bern.

Die Grünen lehnen diesen Vorstoss deshalb als Motion ab. Falls er als Postulat überwiesen werden sollte, würden wir seine Abschreibung beantragen.

Christine Gerber, Detligen (UDC). Weil Pisten- und Loipenfahrzeuge nicht auf Strassen zum Einsatz kommen, sondern vorwiegend zum Präparieren von Skipisten und Loipen genutzt werden, fehlt der Zusammenhang mit dem Strassennetz. Deshalb ist die SVP-Fraktion mehrheitlich der Meinung, dass diese Fahrzeuge von der kantonalen Strassenverkehrssteuer befreit werden könnten. Uns ist auch bewusst, dass durch den Verzicht der Motorfahrzeugsteuer keine grosse finanzielle Entlastung für die Betreiberinnen und Betreiber von Bahnen, Liften und Loipen erfolgen wird. Doch der Touris-

mus kann das als ideelle Unterstützung betrachten, und es kann ein kleiner Beitrag zur Stärkung und Wertschätzung für unseren Berner Tourismus sein. Deshalb unterstützt die SVP-Fraktion diese Motion mehrheitlich. Es wird auch einige Gegenstimmen und Enthaltungen geben.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Die grosse Übereinstimmung mit der EDU im vorherigen Vorstoss ist bei uns bereits wieder vorbei. Wir lehnen diesen Vorstoss grossmehrheitlich ab. Die wichtigsten Argumente wurden bereits dargestellt, beispielsweise von Grossrat Klauser. Einerseits sind wir dagegen, das Steuersystem weiter zu verkomplizieren. Vor allem wäre das auch etwas willkürlich, denn bereits heute müssen Pistenfahrzeuge nur einen Achtel der Motorfahrzeugsteuer bezahlen. Zudem unterliegen dieser auch Arbeitskarren, landwirtschaftliche Motorfahrzeuge und Arbeitsmaschinen. Auch dort gibt es sicher einige, die beispielsweise nur auf einem Firmengelände herumfahren. Diese müsste man dann auch ausnehmen. Das wäre einfach eine Verkomplizierung, die auch keine absolute Gerechtigkeit schaffen würde.

Das zweite Argument hat Grossrat Leuenberger gut aufgezeigt. Tourismusförderung ist gut und recht, aber man kann nicht einfach über alle Kanäle immer auch etwas Tourismusförderung betreiben. Wenn schon, sollte diese transparent über einen Kanal laufen. Sonst hat man irgendwann keinen Überblick mehr, wo man überall fördert und ob das tatsächlich noch dort ankommt, wo man das ursprünglich wollte.

Es gäbe aber eine Lösung, die tatsächlich für Fairness sorgen würde. Das wäre die Einführung eines Mobility-Pricing. Dann würde jeder und jede nur noch für diejenige Strecke bezahlen, die er tatsächlich auf einer öffentlichen Strasse fährt. Und wenn ein Pistenfahrzeug nie eine öffentliche Strasse benutzt, dann bezahlt es auch keine Rappen Steuer. Es gäbe also eine sehr einfache Lösung für dieses Problem, die hoffentlich bald eingeführt wird.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Eine Mehrheit der EVP wird diesen Vorstoss ablehnen. Viele Argumente wurden bereits erwähnt. Pistenfahrzeuge und Loipenfahrzeuge kann man aus unserer Sicht insbesondere bezüglich dem finanziellen Hintergrund nicht über den gleichen Leisten schlagen. Die Pflege der Langlaufloipen erfolgt meist ehrenamtlich. Hingegen ist beim alpinen Bereich sehr viel Geld im Spiel, und da wirken 150 Franken pro Fahrzeug relativ marginal. Aber auch vom Aufwand her muss der Kanton für die Pistenfahrzeuge sehr viel leisten. Beispielsweise brauchen sie eine Nummer und müssen ebenso geprüft werden wie deren Fahrer. Es kann also nicht darum gehen, ob die Fahrzeuge auf der Strasse fahren oder nicht, sondern darum, welchen Aufwand sie dem Kanton verursachen. Deshalb sagen wir zum Vorstoss mehrheitlich nein.

La présidente. Wir kommen zu den Einzelsprechenden.

Christoph Berger, Aeschi (UDC). Ihnen geht es sicher gleich wie mir. Hier im Grossen Rat hört man manchmal dieselben Sätze. Ein solcher ist: Es geht darum, ein Zeichen zu setzen. Manchmal kann man das tatsächlich nicht mehr hören. Aber ich benutze diese Redewendung nun ebenfalls. Es geht bei diesem Vorstoss tatsächlich darum, ein Zeichen zu setzen.

In der Regierungsantwort wird recht salopp gesagt, dass man die Probleme der einzelnen Bergbahnen mit dieser Steuererleichterung nicht beseitigen könne. Natürlich kann man das mit einem Gesamtbetrag von 35 000 Franken nicht tun. Es ist eben eine symbolische Unterstützung. Bergbahnen, die hauptsächlich vom Wintergeschäft abhängig sind, haben teilweise tatsächlich massive finanzielle Schwierigkeiten. Schauen Sie die Geschäftsberichte einiger Unternehmungen an. Das kann einem tatsächlich Kummer bereiten, und es ist kaum auf Misswirtschaft zurückzuführen. Daran sind andere Faktoren schuld: Nicht zuletzt die direkte Konkurrenz von Nachbarländern wie beispielsweise Österreich, das den Tourismus ganz anders unterstützt als die Schweiz das tut.

Bei uns muss sich ein Bergbahnunternehmen mit einer viel grösseren Flut von Vorschriften auseinandersetzen, wenn es einen Ausbau oder Neubau realisieren will. Uns kann es nicht egal sein, wie es unseren Bergbahnen und unseren Tourismusorten geht. Für viele Orte im Oberland ist der Tourismus der Lebensnährer. Viele Arbeitsplätze hängen damit zusammen, Zulieferanten, Unterkünfte und so weiter. Deshalb geht es hier tatsächlich darum, zu zeigen, dass man das Problem von vielen Bergbahnunternehmen ernst nimmt und sich zu einem starken Tourismus in unserem Kanton bekennt.

La présidente. Grossrätin Amstutz hat als Mitmotionärin das Wort.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (PLR). Ich fahre selber viel Ski, bin oft in den Bergen unterwegs und habe noch nie ein Pistenfahrzeug auf der Strasse gesehen. Wir müssen unseren Tourismus stärken und nicht mit unberechtigten Steuern schwächen. Der Tourismus hat vielleicht nicht so viel Lobby und ist im Parlament weniger vertreten als andere Branchen, deshalb appelliere ich viel stärker für den Tourismus.

Wir brauchen eine starke Wirtschaft, Landwirtschaft und einen florierenden Tourismus. In diesen Regionen stehen auch Gewerbe und Hotelbetriebe hinter dem Tourismus und auch dort geht es um Arbeitsplätze. Das hat unter anderem auch Grossrat Wüthrich gesagt, aber man will das dann trotzdem nicht goutieren. Es ist auch nicht nachvollziehbar, weshalb Pistenfahrzeuge den Bau von Strassen mitfinanzieren sollen. Es geht nicht um eine Ausnahmeregelung und auch nicht um Tourismusförderung, sondern um eine ungerechte Steuer, von der befreit werden soll. Die Kantone St. Gallen und Graubünden haben uns das vorgemacht, und ich bitte Sie, den Wintertourismus auch in unserem Kanton zu stärken und die Motion anzunehmen.

La présidente. Als weiterer Einzelsprecher hat Grossrat Knutti das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Als Vizepräsident des Verwaltungsrats Skilift Rossberg muss ich natürlich auch noch kurz etwas dazu sagen. Ich unterstütze diese Motion selbstverständlich. Ich weise vor allem auf den Aspekt aus der Antwort des Regierungsrats hin, wonach mit dieser Motion Tourismusstandorte nicht nachhaltig gestärkt oder strukturelle Probleme beseitigt werden können. Beides stimmt für mich nur zum Teil. Ich gebe dem Regierungsrat Recht, dass diese Steuerbefreiung den grösseren Skigebieten nichts bringt. Aber bei uns, beim Skilift Rossberg, wo die grosse Arbeit im Frondienst gemacht wird, geht es um jeden Franken.

Nun betrachte ich das auch noch in einer Gesamtschau. Wenn man die kleineren Skigebiete wie beispielsweise Rossberg, Eriz oder Aeschi erhalten und ihnen etwas entgegenkommen kann, dann ist das für mich keine indirekte oder versteckte, sondern eine tatsächliche Befreiung von einer Steuer. Die kleineren Skigebiete sind Zulieferer für die grossen. Sie tragen dazu bei, dass unsere Leute diesen Sport auch betreiben und unsere Kinder Skifahren lernen. Deshalb erachten wir es als notwendig, diesen Skigebieten als Tourismusförderung etwas entgegenzukommen und sie von dieser Steuer zu befreien. Deshalb bin ich Ihnen dankbar, wenn Sie diese Motion unterstützen.

Hans Kipfer, Münsingen (PEV). Ich bin auch dafür, dass wir ein Zeichen für den Tourismus setzen. Aber hier ist wirklich der falsche Ort. Wir werden in dieser Session noch das Tourismusentwicklungsgesetz in zweiter Lesung behandeln. Zudem haben wir Sparmassnahmen auf dem Tisch, die den Tourismus betreffen, beispielsweise die Hotelfachschule Thun. Dort ist es richtig, dass wir ein Zeichen setzen und Massnahmen ergreifen, damit der Tourismus gestärkt wird. Aber hier bei der Steuerpolitik, wo es in einem marginalen Bereich um eine Steuererleichterung geht, können wir die Gesamtprobleme nicht lösen. Nehmen Sie die Herausforderungen des Tourismus ernst, das ist richtig. Aber wählen Sie die richtigen Kanäle, um das anzugehen.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Auch als Unterländer ist es mir gleichwohl wichtig, hierzu noch etwas zu sagen. Ich bin vollkommen einverstanden mit Grossrat Schwarz. Es ist ein Problem für diese Bahnen und wenig steht auf dem Spiel, wie bereits gesagt wurde. Es betrifft 35 000 Franken, aber jeder Bestandteil dieser 35 000 Franken ist Teil eines ganzen Konzepts.

Wenn ich denke, wie die Oberländer ums Überleben kämpfen müssen: Letztes Jahr hat Saas-Fee 250 Franken für eine Saisonkarte verlangt. Nun haben sie sich im Oberland auch bewegen müssen und bieten neu in vier Destinationen 666 Kilometer zu 666 Franken an, statt zu 980 Franken wie bisher. Sie sehen also, auch ihr Gürtel wird enger geschnallt, und da habe ich volles Verständnis für dieses Anliegen. Aber sie müssen auch schauen, dass sie die Leute wieder motivieren können, ins Oberland zu kommen. Nur so können sie überleben, und deshalb setzen wir hier ein Zeichen. Für mich ist dieses Zeichen wichtig, weil sie für ihr Überleben kämpfen müssen.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Ich bin schon etwas erstaunt über die jetzige Diskussion. Es geht hier definitiv um einen marginalen Betrag, und es geht darum, dass man ein Bekenntnis zur herrschenden Problematik macht. Alle diejenigen, die diese Motion jetzt ablehnen wollen, würde ich gerne einmal in ein Skigebiet einladen. Kommen Sie auch in die kleinen Skigebiete, zu den direkt Betroffenen. Informieren Sie sich vor Ort und unterhalten Sie sich einmal über diese ganze Problematik. Und wer weiss, vielleicht dient diese Motion mindestens dazu, dass die nächsten Feri-

en des gesamten Grossen Rats in der Schweiz, respektive im Kanton Bern gebucht werden, und am liebsten die nächsten Skiferien im Berner Oberland.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (PS). Ich bin schon ausserordentlich erstaunt, dass wir hier im Grossen Rat über solch marginale Beträge diskutieren. Es geht um etwas wirklich Wichtiges, nämlich um den Tourismus. – Ich werde Sie dann im November daran erinnern, wenn wir das Entlastungspaket besprechen und es um marginale Beiträge geht, von denen physisch und psychisch kranke sowie arme Leute betroffen sind.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Sie sehen, welches die wirklich wichtigen Geschäfte sind. Das berühmte Zeichen, das die Befürworter gerne haben möchten, ist durch die Tatsache gesetzt, dass Pistenfahrzeuge nur einen Achtel der Normalsteuer bezahlen müssen. Das ist das Zeichen! Aber es ist natürlich auch möglich, das anders zu interpretieren und zu sagen, wir wollen gar nichts mehr bezahlen.

Die Regierungsantwort ist nach meiner Sicht rundum, in aller Form und bis zum letzten Satz richtig. Man kann doch nicht davon ausgehen, diese 150 Franken pro Pistenfahrzeug seien für ein Unternehmen existenzsichernd. Wenn der Verwaltungsrat einmal ein Nachtessen veranstaltet, kostet das wohl mehr als 150 Franken. In der Zeit eines Entlastungspakets können Sie von der Regierung nicht erwarten, freiwillig auf 35 000 Franken zu verzichten. Wir haben Sparmassnahmen vorgesehen, die 10 000 oder 20 000 Franken betragen, und deswegen ist die Haltung der Regierung zu diesem Vorstoss sonnenklar. Im Übrigen – auch mit einem Schmunzeln: Denken Sie einmal daran, was die Bearbeitung und Diskussion dieses Vorstosses gekostet hat.

La présidente. Der Motionär hat noch einmal das Wort.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Vielen Dank für die angeregte Diskussion. Ich möchte noch etwas festhalten, gerade auch zuhause von Grossrat Wüthrich. Wir wollen keine Ausnahme, und das ist kein Sündenfall. Lesen Sie Artikel 4 dieses Gesetzes noch einmal. Zwei von vier Bedingungen sind nicht erfüllt! Grossrat Köpfli hat das ja im Zusammenhang mit seinen Ausführungen zum Mobility-Pricing auch gesagt. Diese Fahrzeuge sind gar nie auf der Strasse, und deshalb müssten sie gar nichts bezahlen. Damit ist eine Bedingung dieses Gesetzes gar nie erfüllt. Dann wollen Sie etwas besteuern, das nicht erfüllt ist.

Noch kurz etwas zu den anderen Kantonen. Vielleicht gibt es ja Grossrätinnen und Grossräte, die sich noch überlegen, wie sie stimmen wollen. Ein Zitat von FDP-Kantonsrat Locher von St. Gallen: «In den Sonntagsreden wird immer das heilige Lied der Tourismusförderung gepriesen. Man spricht davon, man müsse wegen des starken Frankens etwas tun, und wenn man dann konkret an den Werktagen etwas tun könnte, dann vergisst man es». Oder BDP-Grossrat Jeker aus dem Graubünden: «Ich meine, dass es sich hier nicht nur um einen Schönheitsfehler handelt, sondern um eine absolut ungerechte Verkehrssteuer. [...] Die Pistenfahrzeuge sehen Sie nie auf der Strasse. Ausgenommen, sie werden auf einem Tiefgänger durch die Gegend gezogen».

Zur Mineralölsteuer auf Bundesebene: Eine entsprechende Änderung des Mineralölsteuergesetzes wurde im National- und im Ständerat mit grossem Mehr verabschiedet. Zu den Motionären gehörte unter anderen BDP-Ständerat Werner Luginbühl. SP-Ständerat Hans Stöckli sagte bei der Beratung im Ständerat, hier könne das Parlament etwas Konkretes für den Tourismus tun. Selbst die grüne Nationalrätin und Regierungsratskandidatin Christine Häslar hat bewiesen, dass man das nicht unbedingt ideologisch betrachten muss und hat der Änderung des Mineralölsteuergesetzes im Nationalrat ebenfalls zugestimmt. Sie haben auch festgestellt, dass eine für Strassen zweckgebundene Steuer hier fehl am Platz ist. Deshalb bitte ich Sie, dieser Motion zuzustimmen.

La présidente. Grossrat Wüthrich hat sich angegriffen gefühlt. Er kann sich noch dazu äussern.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich muss einfach noch kurz etwas dazu sagen. Eigentlich wollte ich diesem Vorstoss zustimmen, Grossrat Schwarz. Aber nachdem ich nun all die Voten für diesen Vorstoss gehört habe, die alle Motionsgegner als Tourismusgegner darstellen wollen, muss ich sagen, das war wohl nicht die Idee dieses Vorstosses. Wir alle sind selbstverständlich für den Tourismus, weil es ja um Arbeitsplätze geht. Was Grossrat Schwarz meint, ist ja bereits getan, indem Pisten- und Loipenfahrzeuge nur mit einem Achtel besteuert werden. Die Ausnahme besteht somit bereits, und entsprechend werde ich nun auch nein stimmen.

La présidente. Grossrat Schwarz hat mit eben gesagt, seine Aussage habe nichts mit einem persönlichen Angriff zu tun gehabt. – Es ist immer ein wenig die Frage, ob man das Wort erteilt, wenn sich jemand angegriffen fühlt. Dem einen oder anderen hat Grossrat Wüthrich vielleicht bezüglich der Frage, ob man dann Tourismusgegner ist oder nicht, schon etwas aus der Seele gesprochen. Ich frage nun noch Grossrat Schwarz: Bleibt Ihr Vorstoss eine Motion? – Das ist der Fall. Wir stimmen nun über diese Motion ab. Wer sie annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 66

Non 70

Abstentions 11

La présidente. Sie haben die Motion abgelehnt.